

tamentaires, nos 4586, 4593, 4594, 4596, 4611, 4614, 4615, 4621, 4666, 4680.

2. *Maladie mortelle*.—8 Pothier (Bugnet) p. 350, no 11.

3. *Coupe de bois est un droit immobilier*.—Fuzier-Herman, vo *Biens*, nos 328, 554, 559, 563, 564, 566, 567;—6 Baudry-Lacantinerie, (3ème éd.), nos 341, 345;—9 Demolombe nos 514, 528;—Laurent, nos 167, 289;—*Watson v. Perkins*, 18 L. C. J. 261;—*Breaky v. Bilodeau*, 30 C. S. 142;—*Baptist v. Compagnie de papier des Laurentides*, 16 B. R. 471;—*Guerin v. Davis*, 42 C. S. 81.

Autorités du défendeur: *Hudon v. Hudon*, 9 C. S. 162;—*Commissaires du Hâvre de Montréal v. Connolly*, 16 R. L. n. s. 527;—*Grégoire v. Commissaires d'Ecoles de Bellechasse*, 29 C. S. 215;—*Archambault v. Archambault*, 2 B. J. P. C. 196; *Law Reports*, 1902, *Appeal Cases*, p. 575.

HUM HOP SING TONG v. WING.

Vente—Clientèle et achalandage—Concurrence illégale—Injonction—Dommages—C. civ., art. 1053, 1491, 1506, 1508, 1509—C. proc., art. 957.

1. Celui qui vend une place de commerce ou d'industrie, avec sa "clientèle" ou son "achalandage" (ou les mots anglais "business and good will" ou "business and customer"), ne peut, quelques mois plus tard, ouvrir un établissement semblable à une courte distance de son ancienne place d'affaires.

2. L'injonction n'existant pas comme demande principale, mais devant être greffée sur une action, en la manière voulue au Code de procédure civile, art. 957, un demandeur ne peut, dans les conclusions de sa déclara-

M. le juge Flynn.—Cour supérieure.—No 263.—Montmagny, 6 mars 1916.—Maurice Rousseau, C. R., avocat du demandeur.—Omer Bérubé, avocat du défendeur.